

JEU DES 5 FAMILLES

OBJECTIFS

- Présenter différents instruments de l'économie sociale et solidaire notamment dans la finance et prendre conscience de son importance quel que soit le pays énoncé.
- Illustrer la diversité des types d'actions de l'économie sociale et solidaire avec des exemples de partenaires du CCFD issus des 4 coins du monde.
- Permettre aux participants de se positionner dans la diversité des actions mises en avant.

PARTICIPANTS 2 à 4 joueurs.

MATÉRIEL

Un jeu de 20 cartes composé de 5 familles : Afrique, Europe, Asie, Amérique Latine et Moyen-Orient. Retrouvez les 20 cartes par famille en annexe.

Chaque famille est composée de 4 membres autrement dit 4 pays :

- **Afrique** : Madagascar, Mauritanie, Afrique du Sud et Tunisie
- **Asie** : Cambodge, Chine, Laos et Inde
- **Moyen Orient** : Liban, Irak, Palestine 1 et Palestine 2
- **Amérique Latine** : Pérou, Équateur, Brésil et Colombie
- **Europe** : Luxembourg, France, Italie et Serbie

DÉROULEMENT

Tout d'abord, un des joueurs distribue 5 cartes à tous les participants. Le reste des cartes faisant office de pioche. Pour commencer une partie, le premier joueur demande à la personne de son choix s'il possède la carte qu'il souhaite (exemple : Dans la famille Afrique, je voudrais la Tunisie). Si le joueur questionné possède cette carte, il doit donner la carte au joueur ayant posé la question. S'il ne possède pas la carte, le premier joueur doit piocher une carte.

Si lors de la pioche, le joueur tire la carte qu'il souhaitait, il doit dire à voix haute "Bonne pioche !" et peut ainsi rejouer en redemandant une autre carte à l'un des joueurs. S'il ne pioche pas la carte voulue, il passe son tour et c'est au joueur situé à sa gauche de demander une carte de son choix.

Attention ! Un joueur peut demander une carte d'une famille seulement s'il en possède déjà une de cette même famille dans son jeu.

Si un joueur possède toute une famille (les 4 cartes), il pose la famille devant lui et la partie continue jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de cartes à piocher. Il ne reste alors plus qu'à compter combien chaque joueur possède de familles complètes.

Le gagnant est celui qui à la fin de la partie possède le plus de familles devant lui.

Note La SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement), est un investisseur social créé en 1983 par le CCFD-Terre Solidaire dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérables dans les pays du Sud et de l'Est, par la création et le renforcement d'activités économiques individuelles ou collectives.

DEBRIEF

- Avez-vous aimé ce jeu ?
- Quel est le partenaire qui vous a le plus marqué ?
- Connaissez-vous un de ces partenaires / une de ces organisations ?
- Que ressentez-vous face à la diversité de ces associations engagées ?

JEU DES 5 FAMILLES



MAURITANIE

Portrait de Verida HABIB, responsable du suivi et de l'animation au sein de l'ONG Mauritanie 2000.

Les actions de cette ONG visent plus d'un millier de femmes, notamment dans le domaine de la pêche, dans le but de les sortir de la pauvreté.

Mauritanie 2000 : Mauritanie 2000 a été créée en 1996 pour travailler dans les nouveaux quartiers de Nouakchott nés de l'exode rural. Cette association, essentiellement animée par des femmes, propose des microcrédits aux femmes pour qu'elles puissent transformer les produits de la pêche et développer des activités génératrices de revenus. L'ONG a d'abord structuré les femmes qui transformaient le poisson au sein des villages de pêcheurs et dans les quartiers pauvres de Nouakchott et Nouadhibou en un réseau de défense de leurs intérêts sociaux, économiques et politiques. Associée à une initiative de la coopération espagnole, elles ont construit deux centres pour accompagner et améliorer les activités de transformation et de commercialisation du poisson séché afin de proposer des produits de qualité au niveau local et dans la sous-région. Aujourd'hui, pour renforcer l'alliance entre transformatrices et pêcheurs, elles accompagnent aussi les petits pêcheurs dans leur structuration et la défense de leurs intérêts, face à la pêche industrielle.



AFRIQUE DU SUD

Portrait du directeur général de la société Tembeka Social Investment Co., partenaire du CCFD-Terre Solidaire et de la SIDI.

Tembeka soutient et conseille des institutions de microfinance. Avec pour objectif de faciliter l'accès au crédit pour les créateurs d'activités génératrices de revenus.

Tembeka : L'association propose des services financiers et techniques aux institutions de microfinance permettant d'améliorer l'accès au microcrédit pour les entrepreneurs les plus modestes. Tembeka signifie "digne de confiance" en nguni, l'une des langues de la Nation arc-en-ciel. La confiance, cette société la doit aux investisseurs qui lui confient leur argent. Des Sud-Africains de milieux aisés et des classes moyennes qui font le choix de cette forme de solidarité financière. Leurs fonds, transformés en actions, constituent le capital d'institutions locales de microfinance qui le reversent, sous forme de prêts, aux acteurs économiques. Tembeka reçoit aussi le soutien d'investisseurs internationaux tels que la Sidi (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), filiale du CCFD-Terre Solidaire pour prolonger ses activités dans le domaine de la microfinance. Outre ce volet financier, Tembeka apporte conseils et formations (gouvernance ; reporting ; performance financière et extra-financières...) aux institutions locales de microfinance qu'elle fédère.



MADAGASCAR

Association malgache TITEM, partenaire du CCFD-Terre Solidaire et de la SIDI.

Distribution des microcrédits aux bénéficiaires.

TITEM : À Madagascar, l'approvisionnement des paysans en vivres est difficile pendant la période de soudure entre deux récoltes de riz. Il l'est d'autant plus qu'une grande partie de la récolte sert à rembourser les usuriers auprès de qui les paysans ont contracté des dettes importantes.



MAGHREB

Portrait de Samia BOUSLAMA, épouse LETAIEF, secrétaire générale de FTDES, Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux.

FTDES : Le Forum Tunisien pour les Droits économiques et sociaux FTDES s'est créé en 2011 autour de leaders des mouvements sociaux, des droits de l'Homme et plus généralement de l'opposition tunisienne impliquée dans le printemps arabe. Le FTDES travaille sur les thématiques suivantes : droit du travail, droit des femmes, droits environnementaux et droits des migrants. Il cherche à influencer le débat public sur la question du modèle de développement voulu pour la Tunisie. Grâce à son Observatoire social tunisien et à ses sections locales à travers le pays (dont 2 centres d'écoute et d'orientation pour les femmes à Kairouan et Monastir), il met en avant de nouvelles initiatives et des alternatives.



CAMBODGE

Portrait de Sophie CHEN, militante avec l'association chinoise SACOM.

(Étudiants et Universitaires contre le comportement répréhensible des entreprises).

SACOM : Students and Scholars Against Corporate Misbehaviour (SACOM) est un groupe d'action basé à Hong Kong qui, depuis 2005, réalise un suivi de la chaîne d'approvisionnement de plusieurs marques multinationales d'appareils électroniques, de vêtements et de jouets.

Issue d'un mouvement étudiant sensible à la situation des travailleur.e.s en Chine continentale, SACOM s'est au fil du temps établie comme un groupe de plaidoyer indépendant, reposant sur l'expertise d'universitaires spécialistes du mouvement ouvrier et du droit du travail chinois et d'étudiant.e.s chinois.e.s et hongkongai.se.s militant pour l'amélioration de la condition ouvrière en Chine.

SACOM se concentre sur le monitoring des pratiques des multinationales et a mené plusieurs enquêtes et publié des rapports de recherche sur la condition des travailleuses et des travailleurs dans l'industrie électronique et textile en Chine. SACOM travaille en lien avec d'autres associations menant des activités directement dans les communautés ouvrières de Chine continentale et vise à créer une alliance entre travailleur.se.s, étudiant.e.s, militant.e.s et consommateur.rice.s pour que les ouvrier.e.s puissent travailler dans des conditions dignes. Ces dernières années, leur plaidoyer a principalement porté sur la question de l'exploitation des stagiaires sur les lignes de production des fournisseurs d'Apple et sur la question de la transparence de la chaîne de production d'UNIQLO (récemment épinglée pour avoir fait travaillé des détenu.e.s Ouïghour).



LAOS

Portrait de Rattapraseud NHOUYVANISVONG, directeur général adjoint et responsable des relations internationales au Fonds coopératif du Laos, partenaire de la SIDI.

Fonds coopératif du Laos : le Fonds coopératif de l'Association de Soutien au Développement des Sociétés Paysanne (ASDSP) avec un réseau de coopératives d'épargne crédit, prête à des petits producteurs ou éleveurs, et à des artisans qui essaient de développer une petite activité économique en zone rurale.

En 1996, la SIDI et l'ASDSP ont, pour permettre l'accès au financement des petites entreprises du Laos, lancé la création de coopératives de crédit situées sur tout le territoire Laotien, qui proposent un soutien financier à de petites unités de production, et notamment aux petits entrepreneurs familiaux, afin qu'ils développent leur activité dans une économie encore très dirigée mais en voie de libéralisation, tout en préservant l'environnement naturel et humain et les valeurs traditionnelles de la société pluriethnique lao : équité, solidarité et mutualité.

Le Fonds Coopératif a ensuite été créé, en 2002, pour renforcer les capacités financières et techniques du réseau de ces 13 coopératives de crédit qui le composent, afin de garantir la pérennité du projet. Il propose donc des formations, un appui à la création de nouvelles coopératives, ainsi que des financements qui augmentent la capacité de prêt des coopératives.



INDE

Photo de l'association PEEDS, People's education and economic development society, ONG locale de défense des droits humains des populations Dalit, dans le Tamil Nadu en Inde.

PEEDS : Une des priorités de PEEDS est d'amener les Dalits à surmonter leur peur à déposer plainte, et le cas échéant d'assurer leur protection, sachant que la plupart des terres ont été spoliées par des Indiens Thevars, une caste réputée pour son extrême violence et politiquement très puissante dans la région. Pour ce faire, l'association forme un

réseau de militants et militantes de base à la culture des droits de l'Homme et assure une permanence téléphonique pour les victimes d'atrocités.

Depuis près d'un an, PEEDS œuvre également à un rapprochement audacieux avec une sous-caste plutôt pauvre des Thevars, les Kallars, car ces derniers, qui fournissent beaucoup d'hommes de main aux usurpateurs, ont été eux-mêmes spoliés de certaines de leur terre. Aujourd'hui, sur les deux districts de Theni et Madurai, les Kallars constituent 20 % des membres de PEEDS.

Autre défi à relever par l'association : ébranler l'inertie complice de l'administration qui fait traîner l'examen des requêtes, classe les dossiers sans suite ou mute les fonctionnaires enclins à faire respecter les droits des personnes dépossédées. "Un contentieux par village" c'est l'objectif que s'est fixé PEEDS pour maintenir un certain niveau d'émulation à la base et faire monter le rapport de force en puissance.



IRAK

Portrait de Ludia RIMOUN, représentante du Forum social irakien à Bassorah.

ICSSI (Iraqi Civil Society Solidarity Initiative) – pour bâtir un autre Irak. Ils défendent la liberté d'expression, le droit des travailleurs, l'égalité femme-homme, les droits humains et dénoncent la corruption.



PALESTINE 1 – NAPLOUSE

Visite d'Anne-Sophie Gaulué-Buard, salariée du CCFD-Terre Solidaire, aux bureaux de ASALA - Palestinian Businesswomen's Association, partenaire de la SIDI.

ASALA : La mission de l'ASALA est et a toujours été de fournir des services qui aident les femmes en situation de pauvreté à changer leur vie, leur position sociale et leur avenir en permettant et en encourageant leur participation réussie à des activités économiques durables. En poursuivant cet objectif, le personnel et les sympathisants de l'ASALA

s'engagent à respecter les valeurs de transparence, de démocratie, d'équité sociale, de professionnalisme et de cohérence. L'ONG ASALA a développé une variété de services depuis sa fondation pour mieux permettre aux femmes entrepreneurs de tirer parti des opportunités économiques.



PALESTINE 2 – RAMALLAH

Rencontre de bénévoles du CCFD-Terre Solidaire avec le Fonds de garantie DAMAN, partenaire de la SIDI.

DAMAN : L'organisation DAMAN existe formellement depuis avril 2015 en qualité d'Entreprise palestinienne sans but lucratif. La SIDI est actionnaire fondateur de cette entreprise aux côtés de 2 IMFs : ACADF et ASALA. Le but principal de DAMAN est de permettre aux institutions de microfinance de Palestine de continuer à accorder des prêts aux petites entreprises palestiniennes malgré les risques politiques grâce à

un mécanisme de garantie adapté.

Des formations sont également organisées par DAMAN. L'organisation a besoin que ses partenaires accompagnent dans un travail essentiel de plaidoyer et de lobby auprès des autorités palestiniennes et des bailleurs de fonds internationaux afin que la microfinance soit reconnue en Palestine comme un acteur majeur pour la création d'emploi, la sécurité alimentaire, la souveraineté et la dignité des palestiniens. La microfinance joue un rôle essentiel pour diminuer le niveau de dépendance à l'aide d'urgence et humanitaire en créant des emplois, facteur essentiel pour réduire les risques des mouvements extrémistes.



PÉROU

Reportage sur l'accompagnement de la communauté d'Asacasi dans le développement de l'artisanat comme alternative à la mine, de l'association péruvienne CooperAcción, partenaire du CCFD-Terre Solidaire. Portrait d'une fille allant à l'école.

CooperAcción : une ONG créée en 1997 afin de promouvoir la connaissance et l'exercice des droits sociaux, environnementaux, politiques, culturels et économiques et la promotion du développement durable, à travers l'impulsion à des processus de planification, mise en œuvre d'alternatives productives et la gestion durable des ressources naturelles. CooperAcción effectue un suivi permanent des impacts des politiques extractivistes sur les populations paysannes et indigènes et sur l'environnement. L'organisation produit de l'information et des connaissances sur des thèmes stratégiques tels que l'aménagement territorial, le développement durable et les alternatives à l'extractivisme, l'agroécologie, la gestion environnementale avec perspective de gestion de risques dans des scénarios de changement climatique, gestion de ressources hydriques et mécanismes de participation citoyenne dans des contextes de conflit dans les zones d'influence d'activités minières. Son travail vise à permettre aux communautés paysannes et indigènes concernées par des activités extractives de réduire les asymétries existantes avec les entreprises et l'État en matière de capacités de dialogue et de négociation.



LIBAN

Portrait de Cynthia DAHDAH, responsable sensibilisation et développement des marchés, pour l'association libanaise FTL - Fair Trade Lebanon.

FTTL : C'est une entreprise sociale qui commercialise, depuis 2011, des produits équitables issus de coopératives au Liban.

Cette petite entreprise a été créée par l'association FTL qui agit depuis 2006 pour favoriser le développement économique et social des zones rurales libanaises, notamment en favorisant le développement de petites coopératives et d'exploitations agricoles familiales. FTL soutient ainsi des petits producteurs dans le développement d'activités pérennes, en encourageant la création de valeur ajoutée et l'accès équitable et direct aux marchés. FTTL prolonge cette action dans le domaine commercial en développant la recherche de débouchés au niveau national et international des produits issus des structures soutenues par FTL. FTTL commercialise ainsi 52 produits (huile d'olive, boulgour, confiture, vin), sous trois marques : Terroirs du Liban, Jana's Garden, Coteaux des Cèdres. L'ensemble FTL-FTTL soutient au total 38 coopératives de production et de transformation de produits agricoles, qui emploient 1 425 personnes en 2017.



ÉQUATEUR

Association équatorienne COPROBICH (Corporation de producteurs de Quinoa Bio du Chimborazo, partenaire de la SIDI) portrait d'un producteur.

COPROBICH : c'est une organisation communautaire indigène qui regroupe 550 membres-producteurs de quinoa et a pour mission d'améliorer les revenus de ses membres, de protéger l'environnement et de défendre la souveraineté alimentaire dans la Sierra centrale de l'Équateur. Grâce à l'appui du MAGAP (Ministère de l'Agriculture, de la

Pêche et de l'Élevage Équatorien) et de la SIDI, l'OP a pu construire une usine de transformation de quinoa.

Mise en fonctionnement en 2014, cette usine a permis à l'OP d'augmenter la qualité de sa production mais a révélé des dysfonctionnements dans la gestion des flux d'approvisionnement. Sans véritable politique de gestion des stocks ni d'expérience des équipes sur ce sujet, COPROBICH s'est retrouvée en situation de sur stock, d'une année à l'autre, avec une grande quantité de quinoa immobilisée. Grâce aux fonds alloués par la Fondation ACTES et l'intervention de consultants spécialisés, l'OP a pu mettre en place une stratégie d'approvisionnement, créer un manuel de procédures et un plan d'actions permettant de réguler de manière efficiente ses stocks de production.



BRÉSIL

Portrait d'Angelina FREIRE, coordinatrice de Banco Palmas, Institut de microfinance solidaire brésilien partenaire DU CCFD-Terre Solidaire.

BANCO PALMAS : Créée en 1998 dans une favela de Fortaleza dans le nord-est du Brésil, la banque communautaire Palmas est devenue un exemple de développement alternatif grâce à sa monnaie locale et à ses réussites en termes de création d'entreprise et de formation. Face au constat que les habitants quittaient le quartier, ne pouvant payer les services de base (eau, électricité...) et qu'ils faisaient leurs

modestes achats en dehors du quartier, l'idée est venue de lancer des activités économiques locales (restaurant communautaire, confection...) et de créer parallèlement une banque communautaire. En 15 ans, plus de 210 entreprises et près de 2 000 emplois sont créés, principalement des artisans et commerçants, qui couvrent les besoins fondamentaux des 30 000 habitants que compte aujourd'hui le Conjunto Palmeiras. En 2004, l'équipe du Banco Palmas a créé l'Instituto Palmas, chargé de capitaliser et diffuser les expériences et pratiques du Banco Palmas et de contribuer ainsi au développement économique et social de la région.

Le CCFD-Terre Solidaire a accompagné cette initiative depuis le départ, sa relation partenariale se concentre aujourd'hui sur deux défis : la création de "cercles vertueux". Le premier vise à créer un mécanisme multiplicateur susceptible d'aider les femmes les plus pauvres, exclues et désocialisées de la zone à devenir des créatrices de richesse locale, compétentes et sûres de leur place dans la société. Le deuxième cherche à dynamiser la vie économique du quartier et relever le pari de transformer la perception qu'en ont les habitants de la ville, pour le faire passer d'un statut de quartier pauvre, marginal, de mauvaise réputation, à un statut de quartier dynamique, attractif, où il fait bon venir manger en famille ou profiter d'une soirée culturelle.



COLOMBIE

Mario BONILLA, directeur d'Agrosolidaria, communauté économique solidaire colombienne, partenaire de la SIDI.

Agrosolidaria : La coopérative Agrosolidaria est composée des paysans de Socota en Colombie. Créée en 2006, elle a pour objet social d'améliorer la qualité de vie des petits producteurs et productrices à travers le développement de projets productifs durables. Agrosolidaria est une fédération qui regroupe 32 000 familles de petits paysans et de distributeurs ainsi que des consommateurs.

Agrosolidaria propose un modèle de développement alternatif, respectueux de l'environnement (promotion de l'agroécologie et de l'agriculture bio). Elle fonctionne, aussi bien dans les groupements de familles au niveau local, qu'à l'échelle régionale puis nationale, en autogestion dans cinq secteurs d'activité : le financement, la production, la transformation, la distribution, la consommation.

En Colombie l'accès au crédit pour les petits producteurs, (moyenne des exploitations : 3Ha), est impossible. L'activité de financement se fait grâce à un réseau de 49 fonds d'épargne et de crédits autogérés créés par chaque association membre du réseau Agrosolidaria. La SIDI vient en aide à Agrosolidaria par l'accompagnement technique et le refinancement depuis 2011.



LUXEMBOURG

Conférence au Luxembourg avec à la tribune Jonathan Sugarman, lanceur d'alerte à propos des paradis fiscaux d'Uni Credit Bank.

Partenaire des organisations de la Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires dont ATTAC, le CCFD-Terre Solidaire, Peuples Solidaires et Survie font partie.

Plateforme Paradis fiscaux et Judiciaires : Née en 2005, la Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires réunit 19 organisations de la société civile française engagées dans la lutte contre les paradis fiscaux, la

fraude et l'évasion fiscales telles que des syndicats, des ONG de développement, des associations de lutte contre la corruption, des mouvements citoyens...

En 2009, des membres de la plateforme (ATTAC, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France, et le SNUJ, devenu depuis Solidaires Finances publiques) ont lancé conjointement avec des syndicats (CGT, CFDT et Solidaires) et en lien avec la plateforme paradis fiscaux et judiciaires, la campagne "Stop Paradis Fiscaux". Celle-ci a depuis été complètement intégrée aux activités de la Plateforme, à laquelle participent ces syndicats.

Les membres de la Plateforme mènent un travail collectif d'expertise et de plaidoyer sur les mesures à prendre pour réduire l'opacité financière, lutter efficacement contre l'évasion fiscale et financer durablement le développement.

La Plateforme entreprend des actions de sensibilisation du public et participe à l'organisation de conférences spécialisées en direction des décideurs et des médias, notamment à l'Assemblée nationale française chaque année, en juin, depuis 2009. Ses représentants sont régulièrement invités à intervenir dans des événements publics pour diffuser ses analyses, qui sont également reprises par des collectifs locaux de lutte contre les paradis fiscaux.

Identifiée comme l'interlocuteur de référence dans la société civile française, elle est régulièrement consultée par les pouvoirs publics français, les parlementaires français et européens et l'OCDE au sujet de la régulation financière et de la lutte contre la délinquance économique et financière. Elle contribue ainsi à accentuer la pression sur les pouvoirs publics pour renforcer la portée des instruments nationaux et multilatéraux mis en place.



FRANCE

Action de rue organisée par des jeunes bénévoles de Lille pour le lancement du parcours de sensibilisation "Escape Money".

Les deux questions posées étaient : "si j'avais 100 milliards d'euros" et "pour moi partager les richesses c'est..."

Le CCFD-Terre Solidaire, fort d'un tissu bénévole de 15 000 personnes en France, se mobilise pour sensibiliser l'opinion publique.



SERBIE

Le CCFD-Terre Solidaire soutient différentes initiatives à Sarajevo, comme le développement du tourisme rural (Alterural) et des organisations de jeunesse qui œuvrent pour un nouvel avenir pour la Bosnie-Herzégovine (OGBH l'éducation construit l'avenir). Portrait de Dragan, d'origine serbe, qui a monté un bar alternatif près de Sarajevo.

OGBH : "L'éducation, c'est l'avenir de la Bosnie-Herzégovine", cette association fondée par Jovan Divjak et partenaire du CCFD-Terre Solidaire, a pour principal objectif de prendre en charge les orphelins

de la guerre : bourses scolaires, voyages de groupes et soutien matériel aux familles d'accueil. Le CCFD-Terre Solidaire soutient OGBH depuis 19 ans pour apporter une aide psychosociale de longue durée aux jeunes orphelins de la guerre et aider à la scolarisation des plus démunis, particulièrement des enfants Roms.



ITALIE

FONDS SEFEA – Société de finance éthique et alternative en Italie, alliance institutionnelle de la SIDI.

SEFEA : une société coopérative de droit italien, créée le 2 décembre 2002 à Trente, avec pour objectif de promouvoir et de soutenir le développement de la finance éthique en Europe, en fournissant un soutien financier et non financier à ses membres.

La SEFEA a été créée à l'initiative de 10 membres de la FEBEA (Fédération européenne des associations éthiques et alternatives) et compte actuellement 33 membres. Elle joue aujourd'hui un rôle décisif dans le développement de l'économie solidaire et de la finance sociale en Europe, en étant le premier organisme européen de finance alternative.

Elle est la première société européenne de finance alternative disposant du savoir-faire et des outils opérationnels nécessaires pour renforcer et multiplier les expériences de finance éthique et solidaire dans tous les pays européens.